

Questions orales

pourquoi présente-t-il maintenant cette taxe de vente inflationniste qui se traduit par une ponction massise et risque de compromettre l'avenir économique du pays?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que tout le monde admettra que l'idée de présenter de nouvelles mesures fiscales n'est ni plaisante ni facile pour un gouvernement. Les parlementaires canadiens pensent au problème de la taxe sur les ventes des fabricants depuis des décennies. Sous différents gouvernements, cette Chambre, comme la population en général, a reconnu que la taxe sur les ventes des fabricants pénalisait sérieusement les fabricants canadiens et favorisait les importateurs plutôt que les créateurs d'emplois. Nous sommes le dernier pays industrialisé à imposer encore ce genre de taxe pernicieuse à nos producteurs et fabricants, alors que 48 de nos principaux concurrents ont adopté une taxe similaire à la taxe sur les produits et services que nous proposons.

• (1420)

J'attire l'attention de mon collègue sur le fait que tous les analystes de renom indiquent qu'il y aura une légère augmentation de l'inflation, mais à long terme, les réformes structurales apportées par la taxe sur les produits et services bénéficieront à l'ensemble de la nation. Elles augmenteront notre compétitivité, elles aideront nos exportateurs et elles créeront de la richesse et de l'emploi au Canada.

En conclusion. . .

Des voix: Règlement!

M. Mulroney: J'attire l'attention de mon collègue sur le fait qu'il s'agit d'une taxe de remplacement. Nous éliminons la taxe sur les ventes des fabricants de 13,5 p. 100 pour la remplacer par une taxe sur les produits et services de 7 p. 100. J'estime que c'est dans l'intérêt des consommateurs et des producteurs.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): À en croire sa réponse, cette taxe sera avantageuse pour tous.

Cependant, je voudrais signaler au premier ministre que les deux plus importantes puissances commerciales du monde, les États-Unis et le Japon, n'ont aucune taxe semblable à celle que le ministre des Finances vient de présenter. Ce n'est pas par pur hasard que ce sont les nations commerciales les plus puissantes du monde.

[Français]

Monsieur le Président, les économistes nous disent que le gouvernement devrait faire tout son possible pour épargner au Canada une récession. Pourtant, le premier ministre et son gouvernement font exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire. Après avoir réduit les crédits consacrés aux programmes sociaux qui auraient pu nous aider en ces temps difficiles, le premier ministre tient absolument à mettre en oeuvre sa taxe sur les produits et services, ce qui va encore accentuer l'inflation et provoquer, encore une fois, plus de chômage.

Le premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi il mettra en place la taxe sur les produits et services alors qu'il doit fort bien savoir que dans la conjoncture actuelle cette taxe risque de mener notre économie à la récession?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le parti libéral s'est prononcé contre le système de taxe actuelle. Le parti libéral a dit que la taxe actuelle est une taxe complètement pernicieuse et qu'il faut s'en débarasser. Alors, ce serait une question légitime en temps opportun pour les libéraux de définir d'avantage leurs options dans le domaine de la taxation: ils sont contre la TPS, mais ils sont en faveur de rien.

Je pense qu'il y a une obligation morale pour le parti libéral, s'il veut être pris au sérieux, d'identifier, pour les fins de la discussion, la nature même de ses propositions fiscales.

Le chef de l'opposition a dit, en présentant sa question, . . .

[Traduction]

. . . que nos deux principaux partenaires commerciaux n'ont pas l'équivalent d'une TPS. Il a tout à fait tort. Le Japon a mis en oeuvre une taxe semblable. Pour ce qui est des États-Unis, ils n'ont pas de TPS, mais ils n'ont pas l'assurance-maladie non plus. Cela signifie que les Canadiens décideront de la politique du Canada.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, penchons-nous sur la cohérence des propos du premier ministre. Apparemment, nous sommes saisis de la version actuelle de la taxe sur les produits et services qui a été présentée à la Chambre hier. Cette taxe va à l'encontre de toutes ses promesses électorales relatives à une taxe de ce genre. Elle est contraire également à la promesse électorale qu'il a faite au sujet de la participation des provinces et à celle concernant la simplicité du régime fiscal. Il ne tient pas sa promesse électorale en vue d'une plus grande visibilité.